

## **La nationalisation des banques américaines semble inéluctable dans les six mois**

Sylvain Cypel, *Le Monde*, 27 février 2009

Durant deux jours d'audition devant le Congrès, mardi 24 et mercredi 25 février, Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale (Fed), n'a cessé de répéter qu'une nationalisation du système bancaire américain n'est pas à l'ordre du jour. Le républicain Bob Corker (Tennessee), de la commission des finances, s'en était pourtant inquiété. Les nouvelles dispositions du plan public de sauvetage des banques permettant à l'Etat d'agir comme actionnaire risquent, selon lui, d'aboutir à leur *"nationalisation rampante"*.

*"Mais ce n'est pas une nationalisation !"*, s'est exclamé M. Bernanke. *"Beaucoup de ce que nous faisons va à l'encontre des valeurs américaines d'autonomie et de responsabilité"*, a-t-il admis. Mais, a-t-il ajouté, *"je ne vois aucune raison de créer d'énormes incertitudes légales en tentant de nationaliser formellement une banque lorsque cela n'est pas nécessaire"*. Qu'entend-il par là ? *"Nationaliser, a-t-il expliqué, c'est lorsqu'un gouvernement s'empare d'une banque, en expulse ses actionnaires et se met à la gérer. Ce n'est pas ce que nous planifions."*

Pour nombre d'observateurs, M. Bernanke masque la réalité. D'une part, l'audit que la Fed et trois agences fédérales engageront fin avril concernant les 19 plus importantes banques devra déterminer leurs besoins en recapitalisation. De l'autre, l'Etat fédéral a durci les conditions de délivrance de ses fonds. Elles lui donnent une part de contrôle déterminante dans l'usage qui en est fait, obligent les banques à desserrer le crédit et à participer au refinancement des prêts contractés par des emprunteurs insolubles. A cela s'ajoute l'acquisition massive par l'Etat d'actions simples et non plus préférentielles, ce qui lui octroie un droit de vote.

*"De facto, l'Etat contrôle déjà une bonne part du système bancaire"*, estime Nouriel Roubini, l'économiste de la New York University qui, le premier, pronostiqua, en 2006, l'explosion de la bulle immobilière. Le gouvernement ne veut pas reconnaître sa prise de contrôle, poursuit-il, dans un entretien au *Wall Street Journal*.

### **SE PRÉPARER POLITIQUEMENT**

Après le Prix Nobel d'économie Paul Krugman, qui, à gauche, appelle à une nationalisation du secteur bancaire depuis deux mois, après - qui l'eût cru ? - l'ex-président de la Fed, Alan Greenspan, l'apôtre des marchés, qui envisage *"une nationalisation temporaire de certaines banques pour faciliter leur restructuration"*, M. Roubini s'est converti à cette idée, en *"pragmatique"*. *"L'anathème n'a plus lieu d'être"*, dit-il. Il sera, selon lui, impossible de soigner un corps dont nombre de membres sont à l'état de *"zombies"* sans les nationaliser. Citigroup a perçu 52 milliards de dollars, Bank of America 45 plus une garantie publique sur 118 milliards d'actifs. Or ces deux établissements négocient avec le Trésor les modalités d'un renflouement public supplémentaire. M. Roubini estime que la nationalisation de plusieurs grandes banques sera effective *"dans environ six mois"*.

Connoté *"socialiste"*, le terme va *"à l'encontre des valeurs américaines"*. Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle l'équipe Obama répugne à l'utiliser. Parmi les conseillers du président, certains sont convaincus qu'une nationalisation de plusieurs banques est inéluctable, pour ne pas *"perdre une décennie"*, comme l'a vécu le Japon dans les années 1990. Mais il faut la préparer politiquement et évoquer prématurément une nationalisation pose un problème majeur.

Comme l'a montré la simple rumeur d'une prise de participation de l'Etat de 40 % dans Citigroup, qui a affolé Wall Street mardi, intervenir en urgence dans un ou deux cas spécifiques pourrait provoquer un effondrement de la capitalisation boursière du secteur, entraînant des banques saines dans la débâcle. La plupart des analystes jugent que, si l'équipe Obama en venait à procéder à une prise de contrôle de plusieurs banques, elle le ferait d'un coup plutôt que par des décisions successives qui perturberaient les marchés. Si tel était le cas, l'équipe Obama ne devrait pas agir avant l'audit bancaire qu'elle a commandé.